

RWANDA

# Les réfugiés menacés par le choléra

La situation du million de personnes qui ont fui au Zaïre empire et les organisations humanitaires ne sont toujours pas en mesure d'y faire face

GOMA (Zaïre)

de notre envoyé spécial

Une semaine après l'arrivée massive des réfugiés rwandais à Goma, le flot semble tari. Mais plus d'un million de personnes ont déferlé sur la ville et s'agglutinent maintenant sur la route qui mène à Rutshuru et celle qui conduit à Saké. Leurs chèvres et leurs vaches ont brouté la moindre touffe d'herbe. Pour cuisiner le riz et les haricots, on coupe les arbres en commençant par les branches, puis on grignote peu à peu le tronc jusqu'au ras du sol. Jacarandas, eucalyptus et tulipiers du Japon disparaissent en fumée.

Comme ils sont regroupés dans des endroits sans eau, des milliers de réfugiés convergent vers la ville tous les matins et descendent vers le lac Kivu. Jerrican à la main, bassine ou seau sur la tête, ils font la navette depuis une semaine, marchant parfois une dizaine d'heures pour ramener le précieux liquide. Malheureusement, il est pollué. Les réfugiés sont victimes de dysenterie et, semble-t-il, depuis mardi 19 juillet, du choléra.

« Il pourrait s'agir de la plus grande épidémie des temps modernes », estime Jacques de Milliano, président de Médecins sans frontières-International. « Nous ne pourrions que minimiser les dégâts. » « Nos efforts sont voués à l'échec, prévient-il. Pour enrayer l'épidémie, il nous faudrait 60 000 mille litres par jour de liquide intraveineux, c'est-à-dire l'équivalent de trois avions C-130. Nous ne les aurons jamais. Des centaines de personnes vont mourir dans les prochains jours du choléra ou de la rougeole. Nous avons besoin de 4 à 8 huit millions de litres d'eau par jour. Aujourd'hui, nous avons pu en distribuer 200 000... Que voulez-vous que l'on fasse ? »

## Des Tutsis lapidés

Du rond-point des Banques, au centre de Goma, à l'aéroport distant de 5 kilomètres, quarante-huit cadavres gisaient sur le bord de la route, mercredi 20 juillet à 11 heures. Deux cents morts ont été enterrés dans une fosse commune creusée par les militaires français. Sept corps reposaient déjà dans la fosse fraîchement creusée. En début d'après-midi, il y en avait une centaine... Les familles amènent les dépouilles de leurs proches et les alignent à côté des autres, puis par-dessus.

Aux victimes des maladies s'ajoutent celles des règlements de comptes. Mercredi après-midi, deux hommes ont été lapidés au rond-point des Banques. Les corps mutilés étaient toujours là dans la soirée, entourés d'une multitude de pierres. La veille, un jeune homme avait été battu à mort par la foule en colère, sous le nez des militaires français. A chaque fois, il s'agissait « de Tutsis, de gens du Front patriotique rwandais », selon les plus excités. Les organisations non gouvernementales (ONG) et les agences des Nations unies s'accordent à dire qu'il s'agit certainement du « plus grand et plus rapide exode de l'histoire contemporaine » et avouent leur impuissance. Pendant des jours, elles ont suivi le flot de déplacés à l'intérieur du

Rwanda, ont estimé leur nombre et vu dans quelles directions ils avançaient, en prévenant qu'une catastrophe s'annonçait. Mais de mesures concrètes, point.

Seul le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) - qui disposait de quelques stocks - a distribué de la nourriture. La première fois, dès le 15 juillet, 24 tonnes de haricots rouges, 48 tonnes de riz et 1,5 tonne d'huile végétale ont été acheminées à Munigi, à une dizaine de kilomètres de Goma. « Les distributions n'ont repris que lundi, explique Nina Vinquist, porte-parole du CICR. Samedi et dimanche, la situation était trop chaotique sur la route du nord. Nous avons centré notre action sur Kibumba, à une trentaine de kilomètres de Goma, et distribué 60 tonnes de nourriture aux réfugiés de la préfecture de Byumba lundi, 90 tonnes à ceux de Kigali mardi et 90 à ceux de Ruhengeri mercredi ».

Les réfugiés sont « remarquablement organisés », note Nina Vinquist. Ils se sont regroupés par préfecture et par commune. La plupart d'entre eux étaient déjà des déplacés à l'intérieur même du Rwanda, après les invasions successives du FPR. Ils s'alignent spontanément derrière les camions-citernes et ceux qui apportent la nourriture, en files rectilignes, comme les Londoniens savent le faire pour attendre le bus.

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) avait promis un pont aérien, mais peu d'avions atterrirent à Goma. Le Programme alimentaire mondial (PAM) devrait organiser des distributions massives de nourriture. Celle qu'il avait chargé l'Orga-

nisation internationale d'émigration (OIM) d'assurer mercredi à Kitshanga, à 18 kilomètres de Goma, sur la route de Saké, où cent cinquante mille personnes attendent de s'installer, a été reportée. « Il y a trop de militaires rwandais en armes sur cette route, les camions auraient été dévalisés », affirme David Terzi, un responsable de l'OIM.

## « Je gère des bandes d'assassins »

Quelle déception pour les réfugiés de Kitshanga ! Ils avaient commencé à se regrouper par commune et attendaient patiemment. Le scénario était au point. Ils devaient recevoir leur quota de nourriture avant de se rendre vers la parcelle qui allait leur être distribuée pour y construire leur hutte ou planter leur tente. Des « auxiliaires » rwandais, dont plusieurs anciens miliciens recrutés par l'OIM, dirigeaient la manœuvre. « Je gère des bandes d'assassins », remarquait Jean-Marie Mutobola, le responsable du camp.

Le danger représenté par les militaires des forces armées rwandaises (FAR) est bien réel. La route de Saké est jalonnée de campements. Ils occupent le stade de l'Unité et l'école primaire de Ndosho, 10 kilomètres plus loin. La route est à demi obstruée par les camions militaires et d'autres véhicules, à l'évidence volés, remplis du butin de nombreux pillages. A côté des machines à coudre, réfrigérateurs et ordinateurs, des armes sont dissimulées. La

benne d'un camion de travaux publics est pleine de lance-roquettes, des canons quadritubes de défense antiaérienne sont démontés.

Tous les soldats ont leur baïonnette au côté et, de temps à autre, le canon d'un fusil d'assaut pointe d'une portière. Tous ont l'air désemparés, hébétés. Encore sous le choc de la défaite, ils somnolent sur des matelas sous leurs camions, discutent autour d'une caisse de bière ou trônent sur la chaussée. Ils refusent obstinément de se déplacer, et bloquent la circulation. Un convoi d'une dizaine de véhicules tout terrain flambant neuf fonce à tombeau ouvert vers Saké. Dans l'autre sens, deux ambulances volées à Gisenyi et bondées de militaires doublent les véhicules zairois, sirènes hurlantes. Sur le bas-côté, une demi-dizaine de soldats débraillés entraînent vers les fourrés une jeune fille qui se débat, crie et pleure. D'autres passent en voiture et se congratulent. Tous se comportent comme en pays conquis.

A l'évidence, les FAR ont la sympathie des militaires zairois. Mais ils posent un problème aux populations civiles, aux ONG, aux organisations internationales et aux agences de l'ONU. Faut-il les regrouper dans des camps spéciaux, casernes en exil, ou les mêler aux civils en les disséminant dans la population ? La décision n'est pas prise, mais les organisations humanitaires ne semblent pas plus disposées à secourir les militaires en tant que tels qu'à prendre le risque de voir leurs convois dévalisés.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

# Le HCR annonce l'ouverture d'un pont aérien vers Goma

GENEVE

de notre correspondante

Les responsables du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ont annoncé avec un soulagement certain, mercredi 20 juillet, qu'un pont aérien humanitaire allait enfin être mis sur pied, afin de faire parvenir des secours d'urgence aux réfugiés rwandais au Zaïre. La première série de vols aura pour destination la ville frontalière zairoise de Goma. Le HCR voudrait assurer quotidiennement quinze à vingt vols, nécessaires pour acheminer chaque jour 600 à 800 tonnes de vivres. Mais il ne cache pas son inquiétude à la perspective des immenses difficultés logistiques que devront surmonter les responsables des distributions.

On estime à Genève à six heures la durée du déchargement de chaque appareil et à une heure le temps nécessaire aux camions pour parcourir 10 kilomètres sur des routes quasi impraticables. Or, les responsables des secours, basés à Goma, ont appelé les réfugiés à gagner quatre sites au nord de la ville - Katala, Kibumba, Mugunga et Lac-Vert - distants de 12 à 58 kilomètres. On évalue à trois cent mille le nombre de Rwandais qui doivent être assistés dans le seul site de Kibumba, à 30 kilomètres de l'aéroport.

Il appartiendra à la cellule de coordination aérienne du HCR qui avait mis au point et dirigé, depuis Genève, le pont aérien vers Sarajevo, de coordonner les vols sur le minuscule aéroport de Goma, encombré et en piteux état. Les premiers vols devraient transporter les secours alimentaires, dont une grande partie a été fournie par le Programme alimentaire mondial (PAM). D'autre part, une aide pourrait être

acheminée dans les plus brefs délais vers le Burundi, l'Ouganda et la Tanzanie, grâce aux avions que l'Allemagne, les Etats-Unis et le Royaume-Uni devraient mettre à la disposition de la cellule du HCR, à la suite de l'appel de son haut-commissaire, Sadako Ogata.

## Massacres au Burundi

Après avoir ensanglanté le Rwanda, la haine sévit à nouveau au Burundi, où cent mille personnes se sont réfugiées au cours de la dernière semaine, dans les provinces de Muyinga et de Ngozi, portant à deux cent mille le nombre d'exilés rwandais dans ce pays. « Si des éléments armés hutus trouvent sur leur chemin des réfugiés tutsis apeurés, ils les massacrent ; si des éléments hutus tutsis découvrent sur leur chemin des réfugiés hutus désarmés, ils les tuent. » Telle est en substance la situation, d'après Silvana Foa, une des porte-parole du HCR.

C'est ainsi que le 16 juillet, à Ngozi, quarante et un Hutus, qui croyaient être à l'abri dans une mission protestante, ont été tués à coups de grenade, vraisemblablement par des Tutsis. Trois jours auparavant, trente et un réfugiés rassemblés dans un camp de transit à Kayanza, avaient été enlevés par des militaires et « n'ont pas réapparu ». « On craint qu'ils n'aient été tués », annonce laconiquement le HCR. Ce dernier, dont l'arme principale est la persuasion, agit à Bujumbura, où les autorités lui ont déclaré que de tels incidents ne se reproduiraient plus. On se demande toutefois à Genève dans quelle mesure le gouvernement burundais parvient à contrôler l'armée (à dominante tutsie).

ISABELLE VICHNIAC

Selon Edouard Balladur

# L'ONU devrait disposer de 2 000 hommes au Rwanda à la fin du mois d'août

Les Nations unies devraient pouvoir « disposer au Rwanda à la fin août de près de 2 000 hommes grâce à la mobilisation de contingents ghanéens, zimbabwéens, nigériens et canadiens », a indiqué, mercredi 20 juillet, en conseil des ministres, Edouard Balladur, dont les propos étaient rapportés par le porte-parole du gouvernement, Nicolas Sarkozy.

Selon M. Balladur, toujours cité par M. Sarkozy, « les contacts pris » sur place avec le commandant de la Mission de l'ONU pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), le général canadien Roméo Dallaire, permettent d'affirmer que « soixante observateurs de la MINUAR seront présents d'ici fin juillet, plus deux compagnies [400 hommes] entre le 1<sup>er</sup> et le 6 août ».

« Le gouvernement français entretiendra des contacts politiques étroits avec le nouveau gouvernement du Rwanda », a fait valoir le premier ministre, indiquant qu'il avait « demandé au secrétaire général du Quai d'Orsay et à un haut-responsable militaire français de se rendre à Kigali ». « La France mettra tous les moyens dont elle dispose

à la disposition de la commission d'enquête sur les massacres créée par les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU », a également promis M. Balladur.

Justifiant une nouvelle fois l'opération « Turquoise » par « des raisons morales » et par une « solidarité avec les pays d'Afrique francophone », M. Balladur a indiqué que cette opération a permis de « sécuriser un million de personnes dans la zone de protection », d'« évacuer plus de 1 300 personnes menacées et de livrer plus de 400 tonnes d'aide humanitaire ».

D'autre part, la porte-parole adjointe du ministère des affaires étrangères, Catherine Colonna, dans la première réaction de Paris après la formation d'un gouvernement à Kigali, a souligné mercredi que ce gouvernement différerait de celui prévu par les accords d'Arusha.

« On constate une forte présence du FPR », a-t-elle affirmé en notant également la création d'un poste de vice-président, le rôle exécutif du président et la durée de son mandat, de cinq ans et non de vingt-deux mois comme prévu à Arusha.

« L'essentiel sera l'esprit dans

lequel ce gouvernement travaillera », a-t-elle toutefois estimé. La France a accordé une nouvelle aide de 8,2 millions de francs aux populations rwandaises, ce qui porte à 50 millions le montant de son soutien financier depuis deux mois, a annoncé le ministère de la coopération.

Enfin, le pape Jean-Paul II a lancé mercredi un appel aux autorités locales ainsi qu'aux organisations internationales pour qu'elles « n'abandonnent pas [la] multitude [de réfugiés] en fuite » et qu'elles s'engagent « à faciliter la création de conditions favorables à une renaissance spirituelle, morale et civile du pays ». - (AFP)

**Quarante militaires tchadiens à Goma.** - Un contingent de quarante soldats tchadiens est arrivé, mercredi 20 juillet, à Goma afin de se joindre aux forces françaises et sénégalaises de l'opération « Turquoise ». Il devrait ensuite intégrer la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR). - (AFP)

## DANS LA PRESSE

**International Herald Tribune** : « Si cette guerre doit prendre fin, et si les réfugiés doivent revenir, le rôle des Français pourrait bien être crucial. (...) Les Français peuvent maintenant démontrer leur neutralité en empêchant leurs anciens alliés de violer le cessez-le-feu et en arrêtant les présumés criminels de guerre qui ont cherché refuge dans la zone de sécurité. »

**Financial Times** : « Si horrible que soit cette pensée, le Rwanda est seulement un symptôme parmi d'autres du déclin de l'Afrique, qui paie le prix de trente ans de désastres, dus aux hommes ou à la nature. (...) Il est de plus en plus difficile d'inscrire la crise africaine sur l'agenda d'une communauté internationale découragée par l'expérience somalienne et par la marginalisation évidente de l'Afrique. »

**La Tribune** (François Roche) : « Le Rwanda a un nouveau gouvernement. Il a prêté serment devant... 2 000 personnes. Pendant ce temps-là, 3,5 millions de Rwandais errent à la dérive dans l'ouest du pays et au Zaïre, à la recherche d'une nourriture introuvable, trop faibles pour applaudir qui que se soit, abandonnés aux épidémies et, pour beaucoup d'entre eux, à la mort. (...) Avec 10 % seulement des pertes et provisions pour créances douteuses du Crédit lyonnais, on nourrit l'ensemble des réfugiés rwandais pendant vingt mois... »

**Le Figaro** (Jean d'Ormesson) : « Il n'y a pas des bons et des mauvais. Il n'y a que l'engrenage de la haine et de la violence. La seule solution est celle que sont peut-être en train d'inventer au Proche-Orient - et que Dieu les protège les uns et les autres ! - Palestiniens et Israéliens : il faut que les hommes se tolèrent et qu'ils apprennent à vivre ensemble. La pire des solutions est de tuer tout le monde ; on ne tue jamais tout le monde ; il reste toujours des survivants pour tuer les bourreaux. La moins mauvaise solution est de se supporter les uns les autres. »

**Libération** (Jean Guisnel) : « Partir pour secourir des populations victimes de la barbarie, et se trouver dans l'impossibilité de leur apporter une aide à la hauteur des espoirs placés en eux, puis se voir dans la position d'accusés avec lesquels les ONG rechignent à travailler constituent autant d'humiliations dont [les officiers français] ne sortiront pas indemnes. Il y a également très fort à parier que, une fois terminée cette opération et laissés en place quelques éléments minimaux de soutien logistique dans la « zone de sécurité militaire », l'heure des comptes sonnera à Paris. »

GUINÉE : épidémie de choléra à Conakry. - Une centaine de personnes sont mortes du choléra au

cinq morts. - L'agence malienne de presse a indiqué, mercredi 20 juillet, que dix-huit

secrétaire général des Nations unies envisage une réduction des



Eté 94  
Presses de la Cité